



**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE**

**ARRETE DE CIRCULATION TEMPORAIRE PORTANT REGLEMENTATION**

Le Maire de Roquefort,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

**VU** le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

**VU** la demande formulée, par

DTL agence de Mont de Marsan,  
92 chemin de Pémégnan  
40000 MONT DE MARSAN

En date du 11 juin 2024

**Considérant** que pour permettre le déménagement d'un immeuble situé 95 rue du Pisque, pour son propre compte de madame DEHEZ Audrey,

**Considérant** la nécessité de préserver la sécurité des personnes et des biens, il y a lieu de réglementer le stationnement.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le mercredi 07 août 2024, de 8h00 à 13h00, trois places de stationnement seront réservées aux véhicules dédiés au chargement des meubles :  
Sur la rue du Pisque au droit du numéro 95.

**ARTICLE 2 :** La vitesse de tous les véhicules circulant sur les voies visées à l'article 1 sera limitée à 30 km/h.  
Cette limitation de vitesse sera matérialisée par des panneaux B 14 portant la mention "30".

**ARTICLE 3** : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

La fourniture, la pose, la maintenance et la dépose de la signalisation seront assurées par les soins du pétitionnaire.

**ARTICLE 4** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Roquefort.

**ARTICLE 6** : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 7** : MM. le Maire de la commune de Roquefort, le Commandant le Groupement de Gendarmerie des Landes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

Fait à Roquefort, le 27 JUIN 2024

Le Maire,

F. HUBERT

*Document certifié exécutoire à compter du: 27 JUIN 2024*

*Publié sur le site internet le: 27 JUIN 2024*

Le Maire

F. HUBERT

*Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la commune ci-dessus désignée.*